

Introduction - Le postsoviétisme à nouveau contesté

Anne de Tinguy

▶ **To cite this version:**

Anne de Tinguy. Introduction - Le postsoviétisme à nouveau contesté. Les Études du CERI, 2019, 241-242, pp.4 - 10. 10.25647/etudesduceri.241-242.01 . hal-03457667

HAL Id: hal-03457667

https://sciencespo.hal.science/hal-03457667

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Le postsoviétisme à nouveau contesté

Anne de Tinguy

2018 a été riche en événements (déchirure de l'Eglise orthodoxe, apparition d'un nouveau front russo-ukrainien, « révolution de velours » en Arménie, « printemps ouzbek »...) qui vont tous dans le sens d'une sortie du postsoviétisme, un concept qui fait référence dans ce volume à des phénomènes sociopolitiques et internationaux.

Au lendemain de l'effondrement de l'URSS, liés par un passé commun, rapprochés par des difficultés similaires et des attitudes analogues héritées de la période soviétique, les nouveaux Etats semblaient voués à continuer à former une entité que la Russie considérait comme sa sphère d'influence. Après avoir affiché un objectif de démocratisation, nombre d'entre eux ont adopté des régimes politiques de type autoritaire. Des systèmes oligarchiques, patrimonialistes ou néopatrimonialistes, une corruption endémique, de fortes inégalités sociales... étaient, à des degrés divers, leur lot commun. Dès le milieu des années 2000, les « révolutions de couleur » ont révélé la volonté de certains de rompre avec ce système. Dix ans plus tard, l'annexion de la Crimée et l'intervention de la Russie dans le Donbass déchirent l'Eurasie. Il y a désormais lieu de s'interroger sur la portée des mutations en cours.

L'implosion de l'Eglise orthodoxe

L'Eglise orthodoxe d'Ukraine, dont l'autocéphalie a été officiellement proclamée le 6 janvier 2019 à Istanbul par le primat du patriarcat de Constantinople, est devenue la quinzième Eglise orthodoxe indépendante. C'est un immense événement qui procède de la décision prise le 11 octobre par le synode de l'Eglise de Constantinople d'abroger le *tomos* (lettre synodale) de 1686 qui plaçait l'Eglise de Kiev sous l'autorité de celle de Moscou. Une décision à laquelle le Saint-Synode de l'Eglise russe a réagi le 15 octobre en prononçant la rupture de communion avec ce patriarcat.

Cette crise est l'aboutissement d'une concurrence très ancienne entre le patriarcat de Moscou et celui de Constantinople, considéré au sein de l'orthodoxie comme le premier parmi ses pairs : au XX^e^ siècle, les deux Eglises se sont opposées à plusieurs reprises, pour des raisons liées notamment à l'étendue de leurs territoires juridictionnels respectifs. Elle est aussi partie intégrante du conflit russo-ukrainien. En Ukraine, pendant la période soviétique, autocéphalie était « synonyme d'indépendance à l'égard d'une Eglise inféodée au pouvoir »[1]. En 1992, l'Eglise orthodoxe ukrainienne-Patriarcat de Kiev s'était autocréée. Elle est depuis

[1] K. Rousselet « L'autocéphalie revisitée : les quêtes d'indépendance ecclésiastique dans les espaces soviétique et postsoviétique », *in* M.-H. Blanchet, F. Gabriel, L. Tatarenko (dir.), *Autocéphalies. L'exercice de l'indépendance dans les Eglises slaves orientales (X^e^-XX^e^ siècles)*, Ecole française de Rome, à paraître en 2019 ; voir aussi J.-F. Colosimo, *La Crise orthodoxe. Les convulsions du XIX^e^ siècle à nos jours*, *Cahiers de la Fondation pour l'innovation politique*, décembre 2018.

très présente sur la scène politique. Pour beaucoup, l'autocéphalie, que le président Porochenko soutient activement, est une dimension essentielle de l'indépendance du pays.

Les différentes parties essayant de rallier à leur cause les autres Eglises, ces événements divisent profondément l'orthodoxie. Pour le Kremlin, dont les positions en sortent affaiblies, elle est un très sérieux revers. L'Ukraine, où les deux tiers de la population se déclarent orthodoxes, fait partie comme la plupart des autres Etats de l'espace postsoviétique du territoire canonique du patriarcat de Moscou[2], dont elle représentait jusqu'ici une partie essentielle. Il perd de nombreuses paroisses et de multiples biens du fait de cette rupture. En Russie, où tout ce qui touche à l'indépendance de l'Ukraine est vécu comme une amputation, la perte est aussi identitaire et diplomatique. Le territoire juridictionnel du patriarcat coïncidant avec « l'étranger proche » de la Russie, ce dernier est en effet un allié de premier plan de la diplomatie russe en Eurasie. Annonciatrice de nouvelles tensions liées au choix que les fidèles doivent désormais faire entre les deux Eglises, au sort du monastère de la Laure à Kiev, etc., l'autocéphalie de l'Eglise de Kiev marque une nouvelle étape dans la rupture entre les deux Etats et dans la fragmentation qui s'ensuit de l'espace postsoviétique. Elle n'est pas le seul événement qui va en ce sens.

Mer d'Azov : l'ouverture d'un nouveau front russo-ukrainien ?

A la veille de l'élection présidentielle du 31 mars 2019 (avant des législatives à l'automne), l'Ukraine reste dans une situation précaire que la politique de la Russie en mer d'Azov risque d'aggraver[3]. Après l'annexion de la Crimée, la Russie a relié la péninsule au territoire russe par un pont long de dix-huit kilomètres inauguré en mai 2018. Alors que la mer d'Azov a un statut « d'eaux intérieures de l'Ukraine et de la Russie » dans lesquelles la navigation est « libre » (tels sont les termes d'un accord signé en 2003 par les deux Etats), ce pont donne de fait à la Russie la possibilité de contrôler la navigation dans ce détroit qui est un passage essentiel pour les exportations maritimes de l'Ukraine de l'Est, et ce faisant de peser sur l'activité des ports ukrainiens de Marioupol et de Berdiansk, très actifs avant la guerre dans le Donbass. Le 25 novembre, aux abords de ce pont, des forces russes ont ouvert le feu sur trois bâtiments ukrainiens ensuite arraisonnés. Les autorités russes ont rejeté « l'entière responsabilité » de l'incident sur les Ukrainiens, invoquant une « violation » des « eaux territoriales russes » au large de la Crimée. Des eaux qui ne sont territoriales qu'en raison de l'annexion non reconnue, rappelons-le, de la Crimée.

Génératrice d'un risque accru d'affrontement direct entre les deux Etats, cette nouvelle manifestation de force russe est largement perçue comme s'inscrivant dans une stratégie de déstabilisation politique et d'asphyxie économique de l'Ukraine. Elle annonce, écrit un rapport de l'European Council on Foreign Relations, « deux nouvelles crises de la sécurité européenne : l'une est liée à la liberté de navigation, l'autre à la viabilité économique de

[2] N'en font pas partie les Eglises de Géorgie et d'Arménie.

[3] Voir les chapitres d'A. Daubenton et d'O. Ferrando dans ce volume.

l'Ukraine de l'Est »[4]. Elle est une façon pour la Russie de montrer sa détermination à continuer de tenter par tous les moyens de détourner l'Ukraine de sa politique d'intégration à la communauté euroatlantique. Son refus, en dépit d'une forte mobilisation internationale, de libérer Oleg Sentsov (cinéaste ukrainien né en Crimée, arrêté après avoir contesté la validité du référendum sur le rattachement de celle-ci à la Russie et condamné à vingt ans d'emprisonnement), ainsi que le projet de gazoduc Nord Stream 2 vont dans le même sens. S'il est réalisé, ce gazoduc réduira encore le transit via l'Ukraine du gaz russe vers l'Union européenne : de 80 % en 2000, celui-ci est passé à 34 % au début de 2018. Les contrats gaziers signés en 2009 venant à échéance le 31 décembre 2019, cette question est au cœur d'un dossier énergétique qui est à nouveau d'actualité : l'enjeu pour l'Ukraine est considérable[5].

Arménie et Ouzbékistan : de nouveaux modèles de transformation ?

Ces événements confirment que l'espace postsoviétique n'est plus une entité. Les évolutions politiques de l'Arménie et de l'Ouzbékistan marquent elles aussi un recul du postsoviétisme. Au printemps 2018 en Arménie, un mouvement de protestation sans précédent depuis 1991 a entraîné le 23 avril la démission de Serge Sarkissian, qui s'était maintenu au pouvoir après deux mandats présidentiels en devenant Premier ministre – un schéma qui avait été celui retenu par Vladimir Poutine en 2008. Portée par une jeune génération et par un ancien journaliste d'opposition qui n'a jamais fait partie de l'élite politique du pays, Nikol Pachynian, cette nouvelle « révolution de couleur » a la même origine que les autres : la détermination du peuple à être acteur de la vie politique et son refus de continuer à accepter un régime autoritaire et corrompu, en bref, résume Gaïdz Minassian dans ce volume, sa « volonté de sortir du postsoviétisme ».

Cette révolution dont la première caractéristique est d'être pacifique – ce qui vaut à l'Arménie d'avoir été élue « pays de l'année 2018 » par *The Economist* – est cependant spécifique. Elle n'a pas de dimension antirusse, ni même plus généralement de politique extérieure. L'Arménie, membre de l'UEE et de l'OTSC, hôte d'une importante base militaire russe, largement dépendante de la Russie dans les domaines sécuritaire et économique, a avec celle-ci des liens très étroits que ni les manifestants ni Nikol Pachinian ne remettent en cause. De son côté, Moscou a une attitude différente de celle qu'elle a eue en Géorgie et en Ukraine. Elle n'a pas recours à son habituel discours sur des révolutions qui seraient le fruit de manipulations occidentales dont le but serait d'affaiblir la Russie. Et elle ne semble pas s'être ingérée dans les événements. Cette prudence s'explique sans doute par les dépendances de l'Arménie à son égard. Signifie-t-elle aussi que le Kremlin a tiré les leçons des échecs qu'il a essuyés en Ukraine et en Géorgie ? A-t-il pris conscience qu'un soutien à un régime impopulaire risquait de provoquer de nouvelles ruptures dans l'espace postsoviétique et de

[4] C. Bildt, N. Popescu « Ukraine's new front is Europe's big challenge », *ECFR Commentary*, 28 novembre 2018 (**https://www.ecfr.eu/article/commentary_ukraines_new_front_is_europes_big_challenge**).

[5] C. Marangé, A. Palle, S. Ramdani, « Le gazoduc Nord Stream 2. Enjeux politiques et stratégiques », *Etudes de l'IRSEM*, n° 62, décembre 2018, pp. 11, 32-33 et 43.

nouvelles tensions avec les Etats occidentaux ? A-t-il considéré que l'essentiel résidait dans les choix extérieurs de ses partenaires, un régime politique démocratique ne constituant pas en lui-même une menace pour ses intérêts[6] ?

Le cas de l'Arménie est d'autant plus remarquable que tout en maintenant des liens très étroits avec la Russie, Erevan, qui a accueilli en octobre 2018 le sommet de la francophonie, garde une relation forte avec l'Union européenne : les deux parties ont signé en novembre 2017 un accord global de partenariat renforcé. Confrontée à de sérieux défis, notamment à celui que représente le conflit du Karabagh, l'Arménie parviendra-t-elle à consolider les acquis de la « révolution de velours » qui apparaît aujourd'hui comme un modèle de transformation apaisée ? Celle-ci augure-t-elle une voie sans heurts de sortie du postsoviétisme ? Exercera-t-elle une attraction sur d'autres Etats de l'Eurasie ?

Pour des raisons différentes, les événements en Ouzbékistan, où il n'y a eu ni révolution ni changement de régime ou de génération, conduisent à se poser les mêmes questions. Ce pays, qui était l'un des plus autoritaires et répressifs de l'ex-URSS, est entré depuis l'arrivée au pouvoir en 2016 de Chavkat Mirziyoev dans une période de grande mutation. Contrairement à l'Arménie, celle-ci ne se fait pas sous la pression de la contestation. Et l'initiateur des changements n'est ni un nouveau venu en politique ni un ancien opposant : le président Mirziyoev qui a succédé à Islam Karimov, ancien Premier secrétaire du parti communiste d'Ouzbékistan, puis président du pays de 1991 à 2016, a été son Premier ministre de 2003 à 2016. Le nouveau cours, analysé dans ce volume par Julien Thorez, se traduit à la fois par une redéfinition des relations entre l'Etat et la société et par une politique régionale et internationale qui se caractérise par l'abandon d'« une logique de confrontation au profit d'une logique de coopération ». L'Ouzbékistan n'intègre ni l'UEE ni l'OTSC, mais il conserve des liens étroits avec la Russie. La visite de Vladimir Poutine à Tachkent en octobre 2018 suggère qu'après une période d'hésitations, Moscou a estimé que les évolutions allaient dans le sens de ses intérêts. Le soutien que Tachkent lui a apporté lors de la crise de la mer d'Azov confirme que c'est bien le cas.

Comment le président Mirziyoev est-il arrivé à considérer la réforme comme une source non de menaces, mais d'opportunités ? Sa démarche est-elle liée à l'évolution interne du pays et/ou à celle du contexte régional et international ? Est-elle le fruit d'une prise de conscience de la nécessité de réformer le pays afin qu'il puisse à la fois bénéficier des opportunités qu'offre la politique chinoise, notamment son initiative « Belt and Road », et se renforcer pour être mieux armé face à l'instabilité de l'Afghanistan et plus généralement du Moyen-Orient[7] ? Annonce-t-elle un modèle de sortie du postsoviétisme qui prendrait la forme d'un régime autoritaire modéré et modernisateur ainsi que d'une ouverture à l'international couplée à une relation forte avec Moscou ?

[6] L. A. Way, « Why din't Putin interfere in Armenia's velvet revolution ? » *Foreign Affairs,* 17 mai 2018.

[7] E. Schatz, « How Western disengagement enabled Uzbekistan's "spring" and how to keep it going », *PONARS Eurasia Policy Memo*, n° 531, juin 2018.

A l'échelle de l'Eurasie, on ne voit plus guère de destins analogues. L'espace postsoviétique n'est plus un espace intégré ni une maison commune. Les Etats de la région ont des trajectoires politiques très différentes les unes des autres et ils réagissent aux événements en ordre dispersé. Que reste-t-il dans ce contexte du postsoviétisme ?

Dans le domaine international, les recompositions en cours engendrent un net recul de celui-ci. Des coopérations multilatérales, notamment au sein de l'OTSC et de l'UEE, et bilatérales perdurent : la signature le 12 août 2018 par les cinq Etats riverains (Russie, Kazakhstan, Turkménistan, Azerbaïdjan et Iran) d'un accord sur le statut de la mer Caspienne, qui était en attente de règlement depuis 1991, en est une des dernières illustrations en date. Et la Russie demeure très présente dans son ancien empire. Les nombreux canaux, économiques, culturels, informationnels et numériques, militaro-sécuritaires, religieux, etc., par lesquels son influence continue à passer lui donnent un pouvoir, entre autres de nuisance, considérable, on le voit en Ukraine. Mais l'espace postsoviétique dans son ensemble n'est plus une zone d'influence russe. Dans le domaine économique, l'attraction qu'exerce Moscou est limitée[8]. Et l'UEE, le grand projet de coopération régionale qui a vu le jour en 2015, n'est pas devenue le pôle de puissance annoncé au départ par Vladimir Poutine. Elle « semble en voie de cryogénisation », écrit un observateur qui estime que ses membres « n'ont pas toujours pu en tirer le meilleur parti », notamment dans le domaine de l'énergie[9], ce qui est source de tensions. En 2018, les crispations entre Minsk et Moscou ont été à nouveau très fortes. Liées au litige, récurrent, sur les questions énergétiques qui représentent un enjeu essentiel pour le Bélarus, elles ont été aggravées par la proposition faite le 13 décembre par la Russie d'approfondir l'intégration des deux Etats associés depuis 1999 au sein d'une « Union d'Etats », en créant de nouvelles institutions communes et une monnaie unique. Minsk y a vu une volonté de limiter sa souveraineté.

Dans la région, d'autres acteurs se sont imposés. C'est notamment le cas de l'Union européenne et de la Chine. L'UE est particulièrement présente dans les pays avec lesquels elle a signé en 2014 des accords d'association (Ukraine, Géorgie, Moldavie) qui progressivement s'intègrent dans son espace. Elle est aussi aujourd'hui le premier ou le deuxième partenaire commercial de la Russie, du Kazakhstan, de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie et du Bélarus. La Chine, qui entretient des relations privilégiées avec la Russie dans tous les domaines, est elle aussi un acteur régional majeur. Premier partenaire commercial individuel de la Russie, du Turkménistan, de l'Ouzbékistan et du Kirghizstan, elle est présente à des degrés divers dans tous les autres. Son initiative « Belt and Road », qui dynamise ses positions et remodèle les équilibres régionaux, accentue le pivot de l'Eurasie vers l'Asie.

[8] Sur cette question, voir V. Inozemtsev, *Nesovremennaia strana. Rossiia v mire XXI veka* [Un pays en voie de démodernisation. La Russie dans le monde du XXIe siècle], Moscou, Alpina Publisher, 2018, pp. 321-332.

[9] J. Vercueil, « Panorama économique de l'Eurasie : une reprise en ordre dispersé », Tableau de bord des pays d'Europe centrale et orientale et d'Eurasie, document de travail 2018, pp. 101-103.

Le poids de l'héritage soviétique

Les évolutions internes révèlent une situation plus complexe. L'héritage soviétique pèse toujours lourdement sur la situation sociopolitique de ces Etats et sur leur capacité à mener à bien un processus de réforme. La volonté des peuples d'être acteurs de leur destin, qui constitue l'une des plus remarquables tendances de fond qui s'imposent au fil du temps, marque une profonde rupture. Mais plusieurs Etats de la région conservent un régime autoritaire. La personnalisation du pouvoir, l'absence d'alternance et la longévité politique de certains des dirigeants en place en sont des illustrations parmi d'autres : Vladimir Poutine préside aux destinées de la Russie depuis dix-neuf ans, Aleksandre Loukachenka à celles du Bélarus, depuis 25 ans, Nursultan Nazarbaev, ancien membre du bureau politique du parti communiste de l'Union soviétique, premier et à ce jour seul président du Kazakhstan postsoviétique, depuis 29 ans, Ilham Aliev, qui a succédé en 2003 à son père Heydar, est à la tête de l'Azerbaïdjan depuis 16 ans, etc. Ceux qui ont fait le choix de la démocratisation ont des difficultés à se réformer et tous ou presque sont gangrenés par une corruption endémique. En dépit d'un soutien financier important et d'un fort accompagnement, les Etats liés à l'UE par un accord d'association peinent eux aussi à progresser sur la voie de la réforme. La Moldavie, dont l'ancrage à l'espace européen se traduit par des réalisations concrètes (réorientation commerciale, suppression du régime de visa, etc.), connaît de sérieux problèmes qui ont conduit Bruxelles en avril 2018 à émettre à son encontre de vives critiques et à suspendre en juillet une aide de 100 millions d'euros[10]. En Ukraine, le choix européen est toujours massivement approuvé et d'importantes réformes ont été initiées, mais retards et blocages restent nombreux, le poids de l'oligarchie continue à se faire sentir et, en dépit des efforts faits, la lutte contre la corruption n'a pas pour le moment donné de résultats probants. L'évolution politique de la Géorgie, qui a pourtant mené pendant plusieurs années une politique de réforme avec des résultats incontestables (entre autres en matière de lutte contre la corruption), est elle aussi révélatrice des difficultés auxquelles se heurte la volonté d'inscrire dans la durée le processus de réforme. La campagne précédant l'élection présidentielle du 28 novembre 2018, remportée par Salomé Zourabichvili, candidate indépendante mais soutenue par le parti au pouvoir, Rêve géorgien, a été marquée par des tensions et des irrégularités (notamment par l'effacement des dettes des petits épargnants entre les deux tours du scrutin) constatées par la mission d'observation de l'OSCE dont les premières conclusions sont ambivalentes[11]. La crise socioéconomique que traverse le Turkménistan, pays le plus fermé et le plus autoritaire de la région, aujourd'hui complètement dépendant de la Chine, illustre elle aussi, pour des raisons très différentes, les difficultés des Etats d'Eurasie à sortir du postsoviétisme.

*

* *

[10] European Commission, « Association implementation report on Moldova », 3 avril 2018 (**https://eeas.europa.eu/diplomatic-network/eastern-partnership/42497/2018-association-implementation-report-moldova_en**).

[11] OSCE, International election observation mission, « Georgia, presidential election, second round, 28 november 2018 : Statement of preliminary findings and conclusions », 29 novembre 2018 (**https://www.osce.org/odihr/elections/georgia/404642**). Voir aussi T. Sharashenidze, « Wildest dream : A costly election for Georgia's ruling party », *ECFR Commentary*, 30 novembre 2018 (**https://www.ecfr.eu/article/commentary_wildest_dream_a_costly_election_for_georgias_ruling_party**).

En 2018, le postsoviétisme a été une nouvelle fois bousculé : dans sa dimension internationale, il est aujourd'hui en net recul. L'Eurasie n'est plus une entité ni dans son ensemble la sphère d'influence de la Russie. Dans sa dimension intérieure, en dépit des « révolutions de couleur » et de l'émergence en Arménie et en Ouzbékistan de nouveaux modèles de transformation, il demeure encore très présent : les régimes et les pratiques politiques ainsi que les comportements des populations sont encore très imprégnés de l'héritage soviétique.

Carte 1
L'Eurasie



Pour citer ce chapitre : Anne de Tinguy, « Le postsoviétisme à nouveau contesté », *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2018/Les Etudes du CERI*, n° 241-242, février 2019 [en ligne : **www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude**].